

N° DP 25/773

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE SUR LE SITE DE LA PRESQU'ILE DE GIENS, N°HD28, PARC DES CHEVALIERS - GERE PAR LA METROPOLE TPM - COMMUNE DE HYERES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la compétence « Actions de Valorisation du Patrimoine Naturel et Paysager » acquise lors du passage en Métropole au 1^{er} janvier 2018,

VU la décision métropolitaine N° 20/357 du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral incluant la Presqu'île de Giens signée le 28 septembre 2020,

VU la demande de la société de production Les Initiés en date du 17 juin 2025,

VU le projet de Convention d'Occupation Temporaire (COT) et le plan de localisation ci-annexés,

VU les autorisations obtenues de la part de la commune de Hyères et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ci-annexés,

CONSIDERANT que dans le cadre du tournage du clip publicitaire pour une marque de bière « Corona » et une marque de maillot de bain « Vilebrequin » sur la plage de la Madrague la société LES INITIES a sollicité l'autorisation conjointe du Conservatoire du Littoral, propriétaire foncier, et de la Métropole, gestionnaire des sites du Conservatoire du Littoral situés sur son territoire, pour utiliser le site de la Presqu'île de Giens – plus particulièrement la parcelle HD28, secteur du Parc des Chevaliers,

CONSIDERANT que la Métropole, gestionnaire souhaite répondre favorablement à la demande d'utilisation des sites susvisés par la société LES INITIES,

CONSIDERANT que la Convention d'Occupation Temporaire afférente consentie revêt un caractère précaire et révocable,

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire **est** consentie pour une période d'une journée maximum, le 24 juin 2025,

CONSIDERANT que l'autorisation porte sur :

- La prise de vue de l'arrière plage de la Madrague au droit du Parc des Chevaliers, propriété du Conservatoire du littoral,
- L'occupation d'une partie de la parcelle HD28, secteur du Parc des Chevaliers pour la circulation de véhicules et le dépôt-minute du matériel, emprise de 25m² pour le stockage du matériel de tournage durant la journée,
- Le cheminement vers le lieu de tournage,

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire est consentie moyennant le règlement d'une redevance de 2 000,00 €, payable auprès de M. le Trésorier Principal Municipal au plus tard au 11 juillet 2025,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER dans le cadre d'une Convention d'Occupation Temporaire, la société LES INITIES à procéder au tournage de prises de vue sur une journée le 24 juin 2025 sur le site de la Presqu'île de Giens, et plus particulièrement sur l'arrière plage de la Madrague (Parc des Chevaliers).

ARTICLE 2

DE SIGNER la Convention d'Occupation Temporaire susvisée entre le Conservatoire du Littoral, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et la société de Production LES INITIES.

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes correspondantes seront affectées à l'opération 703, fonction 511, article 70323 du Budget principal pour l'année 2025.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

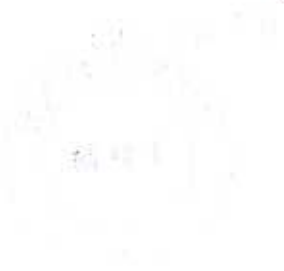
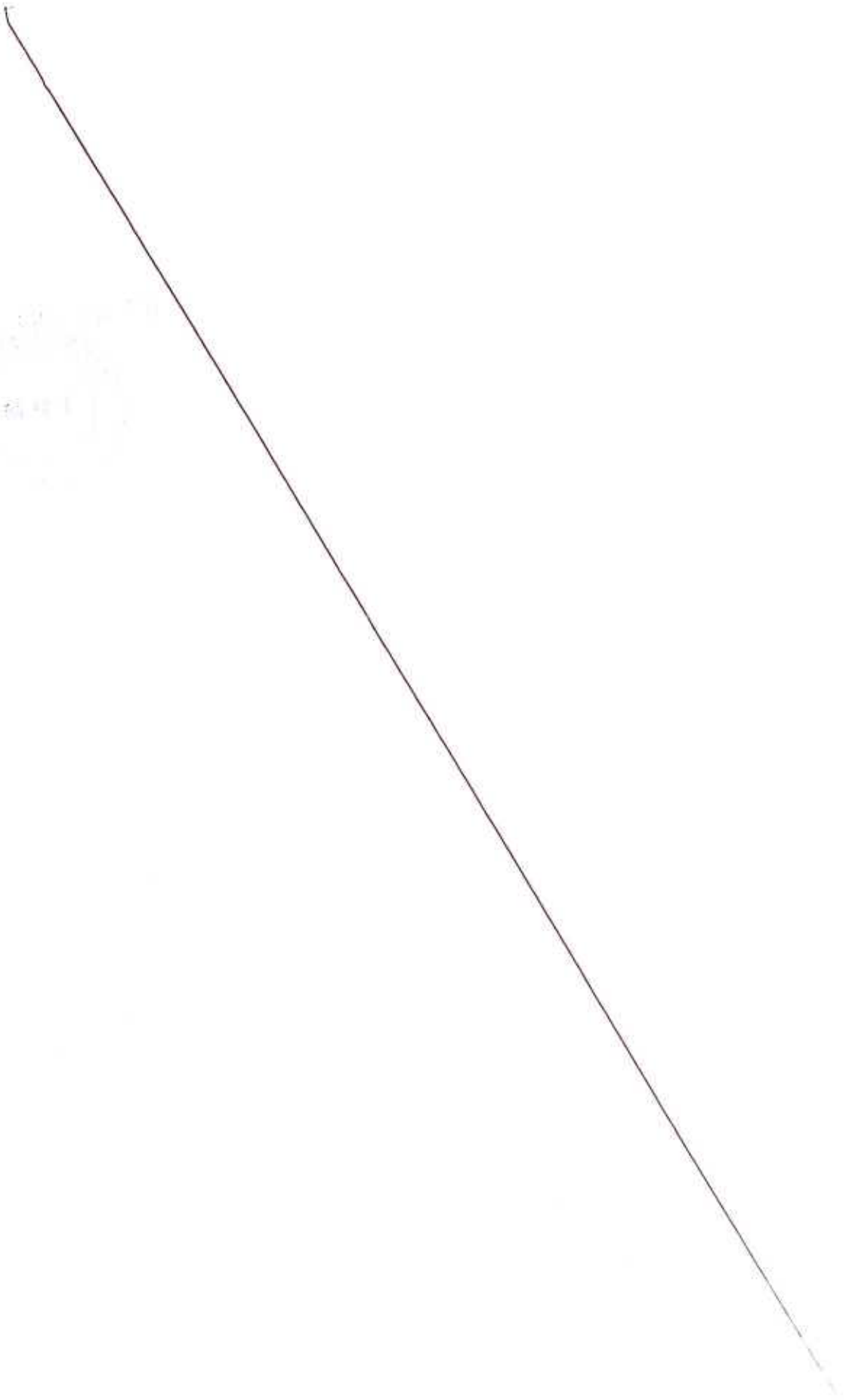
Fait à Toulon, le

07 JUL. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE

Sur le site de La presqu'île de Giens N°83-327
(Secteur du Parc des Chevaliers)

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du Code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le plan de gestion multi-sites en date de décembre 2019,

Vu la convention de gestion des sites Métropolitains en date du 28 septembre 2020,

ENTRE,

- Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, rue Jean-Baptiste Audebert, CS 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par son Directeur, M. Philippe VAN DE MAELE ci-après dénommé "**Conservatoire du littoral**",

- La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dont le siège est sis en l'Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole, gestionnaire du bien désigné ci-après dénommé « **Gestionnaire** »,

D'une part,

ET

- La société Les Initiés (SIRET : 815 126 156 00026), représentée par son représentant légal Diane PINOLI, au 1 rue de Reuilly, 75012 PARIS, dénommée ci-après "**Bénéficiaire**",

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : RAPPEL DE LA MISSION DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire du littoral a pour mission de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (article L.322-1 du Code de l'environnement).

A ce titre, le Conservatoire du littoral n'a pas vocation à accueillir des manifestations sportives, culturelles ou des tournages de film. Il demeure cependant le seul, en tant que propriétaire, à pouvoir délivrer, à titre tout à fait exceptionnel, une autorisation ponctuelle et non reconductible, par voie d'une convention d'occupation temporaire (COT), pour une manifestation qui ne risque pas d'entraîner des modifications significatives sur les parties aménagées et les milieux naturels.

En tout état de cause, le Conservatoire du littoral se réserve le droit d'interdire les prises de vue qui serviraient de support à des propos, des produits ou des actes qui porteraient atteinte aux lois et règlements en matière d'environnement (voir article 3.2 ci-après).

Sous ces remarques préalables et les conditions ci-après mentionnées, le Bénéficiaire est autorisé à occuper une partie de la parcelle HD28 du site de la Presqu'île de Giens, secteur du Parc des Chevaliers : circulation de véhicules pour le dépôt minute du matériel et emprise de 25m² pour le stockage du matériel de tournage durant la journée.

De plus, les prises de vues du Parc des Chevaliers en arrière-plan (propriété du Conservatoire du littoral) sont autorisées.

ARTICLE 2 : OBJET ET DATE DE LA MANIFESTATION

Il est pris acte de la demande en date du 17 juin 2025 du Bénéficiaire qui pourra organiser, le 24 juin 2024 entre 07h et 23h59, le tournage de prises de vues sous forme de photo et vidéo à caractère publicitaire (pour une marque de bière et une marque de maillot de bain) sur la plage de la Madrague, (Presqu'île de Giens, commune de Hyères, Var) en utilisant les aires du secteur du Parc des Chevaliers sise sur les terrains du Conservatoire du littoral (parcelle HD28) et prédéfinies par le gestionnaire (voir Annexe 1 - Plan de situation).

La période de repérage des lieux précédant l'occupation effective des lieux n'est pas prise en compte pour le calcul de la redevance prévue à l'article 4 ci-après.

Un report de la date de la manifestation pourra être envisagé en cas de force majeure (conditions météorologiques défavorables notamment). Dans ce cas, une nouvelle COT sera établie, pour la nouvelle période considérée, contenant les mêmes dispositions que la présente COT.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3.1. Un état des lieux sera établi avant et après la manifestation, en présence du Bénéficiaire, ainsi que du Conservatoire du littoral et/ou du Gestionnaire. Une clé (carré DFCI) sera confiée par le Gestionnaire au Bénéficiaire durant la journée de tournage du 24 juin 2025 et sera restituée à l'équipe de gestion le 25 juin 2025 dans la matinée.



3.2. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas tourner des images susceptibles de porter atteinte de manière directe ou indirecte aux bonnes mœurs, aux milieux naturels et à l'environnement en général. Il prendra toutes les dispositions pour que l'espace naturel protégé ne soit pas identifiable et reconnaissable. Il fournira à cet effet au Conservatoire du littoral et au gestionnaire un synopsis de son projet de prises de vue.

En outre, avant toute diffusion, le Bénéficiaire associera le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire au visionnage du PAD (Prêt à diffuser).

Sans que cela ne remette en cause l'œuvre de création artistique, le bénéficiaire s'engage à retirer du montage les séquences pouvant avoir des effets manifestement négatifs pour la protection du site.

3.3. Le Bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de la manifestation. Il souscrit pour cela les assurances nécessaires.

Il s'assurera spécifiquement si des animaux sont introduits sur le site. Il est notamment responsable de la sécurité des participants et des tiers lors de la manifestation, ainsi que de leur information sur ses obligations vis-à-vis du Conservatoire du littoral et du Gestionnaire.

3.4. Le Conservatoire du littoral et/ou le Gestionnaire ne pourra aucunement être tenu pour responsable, en cas d'accident ou de dommage porté à un membre salarié ou vacataire du Bénéficiaire, ou à un tiers.

3.5. Le Bénéficiaire est responsable de la surveillance de la manifestation et s'engage à prendre toutes les mesures utiles et installer toute la signalisation nécessaire à la sécurité des biens et des personnes.

3.6. Pendant toute la durée du tournage, le bénéficiaire prendra l'attache auprès de l'équipe de gestion qui sera son interlocuteur privilégié et représentera le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire. Le Bénéficiaire devra tenir compte des conseils et interdictions qui seront formulés par cette équipe.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les cheminements indiqués sur le plan et/ou balisés par des ganivelles, à respecter les zones dédiées aux accès, au dépose-minute et au stockage des matériels.

Le Bénéficiaire s'engage à se comporter de manières exemplaires sur le site : tenue correcte, pas de musique, pas de dérangement excessif, pas de groupe électrogène ni d'apport de feu ou de braséro (interdiction du fumer sur toute la zone et à moins de 200 mètres de l'espace naturel).

3.7. Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur affectant le site. Le Bénéficiaire s'engage à ne faire circuler aucun véhicule sur les zones naturelles.

Les véhicules peuvent cependant utiliser les aires de stationnement ou les pistes existantes prévues à cet effet. Chaque véhicule de l'organisateur devra être identifiable par un signe distinctif.

Le Bénéficiaire veillera à refermer les barrières de fermetures des pistes à chaque passage de véhicule.

3.8. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas entraver le libre accès gratuit au site pendant la durée de la manifestation. Il devra préalablement avertir le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire si des prises de vues lors du tournage nécessitent, pendant une courte durée, la non présence du public.

3.9. Le Bénéficiaire s'engage à utiliser du matériel en conformité avec la réglementation en vigueur (risque incendie), à ne pas faire de feu ni introduire des objets incandescents, et à ne pas troubler les émissions radioélectriques du secteur.

L'ensemble des fluides (eau, électricité, etc.) nécessaire pendant la durée de la manifestation sont à la charge du Bénéficiaire.



3.10. Le Bénéficiaire s'engage à n'occasionner aucune dégradation sur le sol, les équipements, ou les végétaux au cours de la manifestation. Il s'engage à remettre les lieux en parfait état de propreté dans un délai de trois jours après la fin du tournage et à déposer et évacuer tous les équipements légers installés pour les besoins du tournage qui auraient été autorisés.

Si par accident des dégâts étaient occasionnés au terrain ou aux bâtiments, le Bénéficiaire s'engage à prendre en charge la totalité des réparations au vue des devis que le Conservatoire du littoral fera établir par des entreprises compétentes.

Les travaux de réparation seront engagés sous quinzaine par le Bénéficiaire dès réception des devis émis par les entreprises retenues par le Conservatoire du littoral.

Tout délai supplémentaire qui serait dû à des retards ou des négligences du Bénéficiaire entraînerait une pénalité de retard de 460 € (quatre cent soixante euros) par jour ouvrable payable auprès de Monsieur l'Agent Comptable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire des lieux.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le Bénéficiaire s'engage au versement d'une somme de 2000 € (deux mille euros) par jour de tournage, soit au total la somme de 2000 € (deux mille euros), adressée à Monsieur l'Agent Comptable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au plus tard le 11 juillet 2025.

ARTICLE 5 : IMAGE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET DU GESTIONNAIRE

Le Bénéficiaire est autorisé à mentionner le nom du Conservatoire du littoral et du Gestionnaire dans l'information délivrée auprès du public, avant, pendant et après le déroulement de la manifestation à condition de rappeler les missions du Conservatoire du littoral et le rôle du Gestionnaire.

ARTICLE 6 : RESILIATION ET LITIGES

Si le Bénéficiaire ne respecte pas l'une des obligations prévues à l'article 3, le Conservatoire du littoral résiliera de plein droit la présente convention d'occupation temporaire, sans que le Bénéficiaire ne puisse réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Le Bénéficiaire devra évacuer les lieux et l'ensemble de son matériel dans un délai de trois jours sans préjudice de l'application de l'article 3.10 ci-dessus.

La présente COT étant un contrat administratif, en cas de litiges seul le tribunal administratif de Toulon est compétent.

ARTICLE 7 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente COT est établie en trois exemplaires originaux, paraphés sur chacun des feuillets, par chacune des parties.

Fait à Toulon, le

Le Bénéficiaire
Société Les Initiés

Le Gestionnaire
Métropole TPM

Le Conservatoire du littoral



ANNEXE 1

PLAN DE SITUATION



